

AgriBio
services

Nat-Bi

Nat-Bi-Naturelle/Biologique - Magazine Bimestriel d'informations - Agroécologiques
et biologiques - N°23-24 - Février-Avril 2023

Cérémonie de remises de matériels

Le RENCAS salue le partenariat et s'engage à accompagner
le ministère de la MMESS



SOMMAIRE

Intégration de l'économie laitière en Afrique de l'Ouest et au Sahel

Quand la question de la résorption du déficit commercial se pose en urgence



Atelier des partenaires d'ADC- Sénégal

L'auto-évaluation du Programme Pays 2017-2022 au menu



Atelier de socialisation

Les organisations partenaires indirects s'alignent aux attentes de la coordination d'AdC



Forum sur la gestion de l'eau

Partager les résultats pour amener les politiques à soutenir les innovations locales



Portrait:

Clémence Sagna

"Laalebasse, c'est une croyance, un engagement volontaire mais surtout un instrument d'autonomisation des membres"



ENTRE NOUS...

Dakar II, un sommet de plus ?

Le deuxième sommet de Dakar sur la souveraineté alimentaire et la résilience (Dakar II) s'est déroulé du 25 au 27 janvier 2023. Il a été présidé par son S.E Macky Sall, Président de la République du Sénégal, actuel président en exercice de l'Union africaine. Le thème de cette année a porté « Nourrir l'Afrique : souveraineté alimentaire et résilience ».

Rappelons que ce sommet a été co-organisé par le Sénégal et la Banque Africaine de développement (BAD. Les 34 chefs d'État et de gouvernement, les dirigeants du secteur privé, les représentants d'organisations multilatérales et d'ONG, ainsi que les scientifiques et les chercheurs ont durant trois jours échangé sur les « moyens de relever le défi croissant de la souveraineté alimentaire en Afrique et de renforcer la résilience du continent face aux chocs futurs ». A l'issue de cette rencontre, les partenaires au développement se sont engagés à investir 30 milliards de dollars pour stimuler la production alimentaire en Afrique. La BAD prévoit de contribuer à hauteur de 10 milliards de dollars sur cinq ans, tandis que la Banque islamique de développement projette d'injecter 5 milliards de dollars pour appuyer les efforts du continent.

Au moment où se tenait ce sommet de Dakar II, 828 millions de personnes souffrent de faim dont 30% en Afrique soit 249 millions de personnes. Si cette tendance se poursuit, deux milliards de personnes supplémentaires seraient victimes de la faim d'ici 2050. Or les dirigeants du

monde s'étaient engagés à éradiquer la faim à travers le monde avec l'Objectif de Développement Durable n°2 (faim zéro) d'ici 2030, donc d'ici sept ans. Les plus optimistes diront que c'est toujours possibles. Mais les réalistes diront le contraire. Les chances d'atteindre cet objectif semblent très minces au regard des tendances et des crises qui menacent la sécurité alimentaire de plusieurs millions de personnes.

Au Sénégal, le Secrétariat exécutif du Conseil national de sécurité alimentaire (Se-Cnsa), en collaboration avec ses partenaires, a réalisé une enquête sur les ménages en octobre 2022, dans le cadre du projet d'«Appui au suivi de l'Objectif de développement durable (Odd), par le renforcement de l'information sur la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique». L'enquête nationale sur la sécurité alimentaire et la nutrition (Esan) a eu lieu dans les milieux urbains et ruraux des 14 régions et 45 départements du Sénégal. Elle a ciblé 6.396 ménages sénégalais, 8.762 enfants et 13.066 femmes.

Selon l'étude, la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave est plus élevée chez les ménages résidant en milieu rural avec 32,4%, contre 23,6% en milieu urbain dont 0,7% grave (contre 0,3% en milieu urbain). Les départements de Malem Hoddar, Kounghoul, Ziguinchor, Salémata, Oussouye, Podor, Médina Yoro foulah, Bignona abritent les proportions les plus élevées de ménages en situation d'insécurité alimentaire modérée ou sévère car dépassent 45%, soit près d'1 ménage sur 2.



PAR DJIBRIL THIAM

Coordonnateur national d'Action de carême Suisse au Sénégal

L'état nutritionnel des enfants est globalement inquiétant à l'échelle nationale. Les enfants qui résident dans les régions du centre-est (Louga, Matam, Tambacounda, Kaffrine) s'avèrent être les plus touchés avec des prévalences de malnutrition aigüe globale très préoccupantes si l'on se réfère à la classification de l'Oms. Le Secrétariat exécutif du Conseil national de sécurité alimentaire (Se-cnsa) et ses partenaires ont recommandé la mise en place des mesures visant à réduire la vulnérabilité de l'agriculture due aux facteurs climatiques afin d'accroître les disponibilités alimentaires.

La coordination nationale d'Action de Carême Suisse et ses partenaires sont dans cette dynamique. En effet, dans son programme de lutte contre la soudure et l'endettement ils ont apporté des stratégies résilientes comme la calebasse de solidarité. Laquelle approche a permis, tant soit peu, de répondre les problèmes de santé, de nourriture et d'éducation pour ses 60.000 membres des calebasses de solidarité. Comme pour dire, des stratégies endogènes peuvent aussi constituer d'excellents instruments à valoriser.

ÉLEVAGE

INTÉGRATION DE L'ÉCONOMIE LAITIÈRE EN AFRIQUE DE L'OUEST ET AU SAHEL

Quand la question de la résorption du déficit commercial se pose en urgence

PAR Sidy DIENG



Examiner les deux premiers instruments d'appui à l'opérationnalisation du cadre de coopération de la plateforme régionale multi-acteurs d'appui à la promotion du lait local en Afrique de l'Ouest et au Sahel. C'est tout le sens de la réunion élargie du comité de pilotage pour l'examen du plan d'action triennal 2023-2025 et du plan de campagne de plaidoyer et de communication. Un conclave de trois jours qui trouve toute sa pertinence dans le fait qu'il intervient à un moment où le défi du développement de la filière laitière s'accroît de plus en plus sur la partie ouest du continent et au

Sahel au point qu'il devient urgent, aujourd'hui, de résorber l'énorme déficit commercial de 11.400 milliards de francs Cfa enregistré annuellement sur cette dite spéculation dans les échanges avec le reste du monde. Ceci sans compter que l'amélioration des revenus des producteurs, collecteurs, transformateurs et distributeurs de produits laitiers locaux sahéliens et de l'ouest du continent africain demeure un des plus importants champs de lutte contre la pauvreté qui persiste encore dans la région avec ses conséquences dramatiques sur le bien-être des populations tant rurales qu'urbaines. Aussi le défi de la promotion du lait local interpelle-t-il en termes de sécurité nutritionnelle au vu de la qualité douteuse du lait reengraissé actuellement dominant parmi les importés.

Toutes raisons entre autres qui ont présidé à la volonté de la CEDEAO de relever ce défi par le truchement d'une offensive visant à faire de la région un des principaux bassins laitiers du continent africain. Pour ce faire, elle vise, à l'horizon 2030, le dédoublement de la production de lait cru et le quadruplement du taux de collecte de cette matière première pour l'approvisionnement adéquat d'unités de transformation et de distribution toujours plus nombreuses et plus performantes sous l'impulsion des acteurs locaux.

Ladite offensive a été conçue, élaborée et lancée dans une dynamique participative et inclusive ayant impliqué les trois organisations de producteurs ruraux Opr, l'APESS, le Roppa avec l'appui d'Oxfam. Laquelle dynamique s'est traduit par le lancement d'une large campagne d'information et de communication et de plaidoyer en faveur d'une mise en œuvre du programme prioritaire d'investissement en tant qu'instrument opérationnel de la stratégie régionale de mise en œuvre de ladite offensive.

ATELIER DE SOCIALISATION

Les organisations partenaires indirects s'alignent aux attentes de la coordination d'AdC



Photo de famille des animatrices et animateurs des partenaires indirects d'AdC- Sénégal

Renforcer les capacités d'autres acteurs en dehors du programme pays Sénégal sur l'approche Calebasse de solidarité, promouvoir une meilleure communication/visibilité sur l'approche Calebasse de solidarité, accompagner les réseaux fédéraux de Calebasses de solidarité des anciens partenaires et des autres partenaires non impliqués dans le PPP-Sénégal (UJAK, SAPPAT, FEJAC, KOUSSEK, UGPM et GAE). Tels sont entre autres les objectifs spécifiques attendus à travers la rencontre de socialisation qui a été organisée au fin mars à Thiès dans les locaux de AgriBio Services.

PAR ABABACAR GUEYE

Les six partenaires non impliqués dans le Programme Pays Sénégal (UJAK, SAPPAT, FEJAC, KOUSSEK, UGPM et GAE) sont sortis de la rencontre avec de nouvelles approches de travail dans le cadre du projet FOCOMO (Formation, Communication Monito-

ring) financé par Action de Carême Suisse.

Ils sont près d'une vingtaine d'animatrices et animateurs à participer à la journée de socialisation dont l'objectif principal est de contribuer à une meilleure connaissance et appropriation de l'approche Calebasses

de solidarité au Sénégal et à la fonctionnalité du réseau RENCAS et de ses réseaux fédéraux membres.

"Cette socialisation a été une opportunité pour les six organisations de mieux asseoir les plans d'actions, d'être au même niveau d'informations, mais surtout d'élaborer avec

la chargée de formation et la coordination nationale les activités à dérouler pour les prochains mois”, s’en félicite Mme Selbé Faye Sène de la Sappatte. Mme Sène a, en effet, apprécié les activités dites éligibles qui cadrent avec ce qu’elle a toujours souhaité exercer dans l’animation des calebasses. “Je sors avec des idées claires des attentes du projet et je vais m’atteler à l’atteinte des missions qui nous sont assignées”, confie Mme Sène.

Pour leur permettre d’être au même niveau d’informations, la coordination nationale d’AdC à travers le projet FOCOMO (Formation, communication Monitoring) qui est à sa 4ème phase a organisé une journée de socialisation au profit des animateurs/trices pour leur permettre de parler le même langage. Pour une imprégnation, la chargée de programme a présenté le projet notamment les différentes activités déroulées au cours de ces trois dernières années. Entre autres résultats, Mme Fatou Guèye Seck a indiqué que “150 personnes issues d’autres acteurs en dehors du programme pays Sénégal sont formées sur l’approche calebasse de solidarité. Près de vingt personnes des anciens (UJAK, UGPM, SAPPATE) et autres partenaires non impliqués du Programme (FEJAC, GAE, KOUSSEK) sont formées sur les techniques d’animation et d’appui-conseil de réseaux fédéraux de calebasses de solidarité. Plus d’une vingtaine de plans d’actions trimestriels sont conçus et mis en œuvre autour des six organisations cibles. Les données du monitoring 2022 sont collectées autour des calebasses de solidarité de ces 06 organisations cibles”. Selon Mme Seck,



un bon accompagnement des partenaires externes constitue un atout important dans la mise en échelle du programme Sénégal. La conception de modules des stratégies clés facilite également la cohérence de la démarche et la mise en œuvre du programme par l’ensemble des partenaires. Mme Seck a attiré l’attention des animatrices et animateurs sur les autres approches qui constituent des menaces. A cet égard, les participants soutiennent qu’il faut une meilleure appropriation de l’approche solidarité au Sénégal. “L’approche doit être mieux expliquée au public. Le RENCAS et les réseaux fédéraux doivent travailler davantage pour faire le maillage au niveau national”, a soutenu l’assistante de la coordination nationale.

Organiser des journées de sensibilisation pour relancer les cds en léthargie

La coordination a rappelé aux participants leur degré d’intervention. Pour le cas de l’UJAK, de la SAPPATTE et du KOUSSEK le travail porte sur l’accompagnement au niveau des réseaux Fédéraux, des ré-

seaux communaux et de proximité de calebasse de solidarité. S’agissant de la FEJAC et du GAE, ils interviennent dans les calebasses et dans une certaine mesure aux réseaux.

Toutefois, les contraintes ou difficultés liées à la léthargie de certaines CDS, la concurrence avec les autres structures de microfinance, les acteurs politiques, le manque de leadership pour porter la CDS ont été soulevées.

La chargée de la formation préconise des animations périodiques. Elle propose l’organisation des journées de mobilisation et de sensibilisation pour relancer les autres cds. Entre autres stratégies prévues à cet effet, l’organisation des sessions de formations sur la technique d’animation, des visites d’échanges internes/externes, la révision des chartes de fonctionnement pour remettre sur les rails les calebasses et réseaux en léthargie. Une fois que ces activités réalisées, la formatrice les suggère de produire des rapports d’activités. A cet effet, Mme Fatou Guèye Seck a proposé un canevas de rapportage pour une harmonisation des documents.

FOCOMO

Les responsables des calebasses de GAE formés en gestion administrative et financière



Les responsables des calebasses de GAE engagés à poursuivre la mission

Pour permettre aux responsables des calebasses de GAE de mieux gérer leur instrument et de rendre opérationnel leurs activités, la chargée de formation Focomo (Formation, communication monitoring) à AgriBio Services a formé près de 20 membres sur la gestion administrative et financière d'une calebasse de solidarité.

PAR ABABACAR GUEYE

Elles étaient plus d'une vingtaine de femmes (présidente, secrétaire et trésorière) à participer à cette formation qui s'est tenue début mars à Ndiarème Gae, dans le département de Dagna, région de Saint Louis. Bientôt un an que les femmes ont mis en place huit calebasses de solidarité suite à la demande qu'elles avaient adressée à la coordination nationale pour installer des calebasses

à Ndiarème. Très engagées, ces femmes ont entre-temps mené des activités d'information sur l'approche calebasse. Elles ont effectué une visite d'échange à Thiès pour mieux s'imprégner sur le fonctionnement d'une calebasse.

Dans cette logique, la responsable de la formation a jugé opportun de les outiller en gestion administrative et financière d'une calebasse. "Nous sommes à GAE pour former

les responsables des calebasses sur la gestion administrative et financière et en même temps élaborer un plan d'action à dérouler d'ici la fin de l'année qui coïncide avec la fin du projet Focomo 4", a informé Mme Fatou GUEYE SECK.

Mme Seck a par la suite expliqué aux participantes que la gestion d'une calebasse, ses chartes, la tenue des cahiers ainsi que l'élaboration d'un budget constituent

ACTUALITÉ

les principaux points qui seront abordés. "C'est le moment également d'élaborer un plan d'action à dérouler d'ici fin novembre afin de pouvoir les évaluer. L'évaluation va nous permettre de mesurer la pertinence de notre intervention mais également de relever les points forts ainsi que les activités ou actions à améliorer au cours de l'exécution", poursuit Mme Seck.

Dans une ambiance bon enfant et une salle pleine, la formatrice a expliqué pour chaque outil de gestion son utilité dans la gestion d'une calebasse. Ainsi, les carnets de liste des membres, des AVA, du règlement intérieur, celui des MAF, de crédits et de remboursement sont autant d'outils qui ont fait l'objet d'échanges, de clarification.

Sourire aux lèvres, l'animatrice et secrétaire de la calebasse Takku Laguey à Ndiarème Gae ne cache pas sa satisfaction. "La formation est venue à son heure parce qu'elle

va nous permettre de mieux nous organiser et de tenir des données actualisées. Mme Seck nous a parlé de carnets des AVA (Apports Volontaires Anonymes), carnet de liste des membres, un carnet de règlement intérieur, celui des MAF (Mécanismes d'autofinancement), le carnet des crédits et celui des remboursements. Tous ces carnets contribuent à la transparence dans la gestion", s'en félicite Mme Coumba Ba, secrétaire de la calebasse Takku Laguey. Par ailleurs l'animatrice, Coumba soutient détenir avant des fiches de renseignement. Après la formation, elle va tout régulariser parce que la formation a levé leur lanterne. La secrétaire générale de la calebasse DEGGO, est du même avis. "On faisait nos AVA, on avait une fiche de présence, une fiche où on mentionnait les montants mobilisés. Cette formation ne fait que nous renforcer dans le travail que nous faisons. Aujourd'hui

il faut juste s'adapter par rapport à leur méthode de travail", soutient Mme Khadidiatou BARRY.

Sillonner la commune et le département pour sensibiliser les autorités locales

Comme ses collègues, la présidente de la calebasse DEGGO, au-delà de ses aspects précités, se réjouit du plan d'action qui a fait l'objet d'échanges entre les femmes et la formatrice. "Nous avons même élaboré des stratégies pour sensibiliser davantage les populations sur la calebasse. Entre autres stratégies, on peut citer des séances de causeries, des émissions radios, des visites internes, des visites auprès des autorités locales. Nous savons maintenant à quoi s'en tenir et quelles sont les activités que nous devons exécuter d'ici la fin de l'année", soutient-elle. L'animatrice ne compte pas s'arrêter en si bon chemin, son objectif est de dépasser largement les huit calebasses déjà installées. Pour ce faire, elle et ses camarades vont mener des séances d'animation aussi bien dans la commune que dans le département. "Notre ambition est de contribuer au maillage des calebasses au niveau national. Et sur ce plan, nous comptons sillonner la commune et le département pour sensibiliser les autorités locales de cette approche sociale et solidaire et installer le maximum de calebasses", a promis Mme Diouf.

Dans la foulée, les femmes ont salué M. Ousseynou Gaye de Agrecol/Afrique, natif de la localité, qui a bien voulu amener cette approche dans son terroir pour faire sortir les femmes de sa localité des effets de l'endettement et de ses corollaires.



Avec la formatrice, les responsables des calebasses élaborent leur plan d'actions à dérouler pour les prochains mois

ATELIER DES PARTENAIRES D'ADC-SÉNÉGAL

L'auto-évaluation du Programme Pays 2017-2022 au menu

Du 27 février au 02 mars, les organisations partenaires d'ADC au Sénégal ont tenu à Thiès leur première rencontre de 2023 en présence de la chargée de programme. Une rencontre qui a porté sur trois points : le partage du monitoring 2022, le soutien financier du MFESS au RENCAS et l'auto évaluation du PPP 2017-2022.

PAR ABABACAR GUEYE



Travaux de groupe des participantes et participants pour évaluer le Programme Pays

Comme chaque année, la coordination nationale convie les partenaires d'Action de Carême Suisse à des rencontres d'échanges et d'informations. Cette rencontre a pour objectif d'échanger davantage sur l'auto-évaluation du programme pays, le monitoring, entre autres. Dès son entame, la chargée de programme pays à Action de Carême Suisse a salué les efforts que les partenaires effectuent pour porter le programme. "Il faut s'attendre à ce qu'il y ait prochainement

évaluation externe. En attendant, je félicite tout le monde sur la collaboration entre le ministère, la coordination nationale et le RENCAS. Cela montre que l'approche sur laquelle nous travaillons est porteuse d'espoir. Elle est attirante. Nous nous réjouissons que les autorités apprécient notre démarche", a salué Mme Vreni Jean Richard la chargée de programme Pays avant de présenter les résultats du monitoring 2022. (Ndlr : nous y reviendrons dans le prochain numéro).

A sa suite l'assistante de la coordination nationale a présenté les deux projets du RENCAS que le Ministère de la Microfinance et de l'Economie Sociale et Solidaire a décidé de financer. "Une ligne de crédit d'une valeur de 100 millions de F CFA sera financée au RENCAS pour soutenir ses activités. Elle est répartie comme suit : 75% de la ligne sera utilisée pour soutenir des opérations d'achats groupés autour des REFECAS (réseaux fédéraux des Calebasses de solidarité) et les 25%

ACTUALITÉ

restant, soit 25 millions sont destinées aux jeunes membres des RF pour soutenir des projets socio-économiques, comme le maraichage, le petit commerce et les services. Une autre ligne de 50 millions de F CFA pour l'acquisition de deux véhicules et une quinzaine de bascules", a indiqué Mme Ndiaye.

Revenant sur l'auto-évaluation, notamment les changements majeurs opérés au cours de la période 2017-2022 particulièrement sur les conditions de vie des membres des calebasses et le niveau de contribution du PPP, plus d'une dizaine de changements ont été répertoriés. Parmi les points positifs, ils ont cité le renforcement des liens entre les communautés, l'intégration des laissés pour compte autour des CDS, l'intégration dans toutes les couches sociales et ethniques, l'utilisation des semences paysannes, la capacité de pénétration et d'adoption de la stratégie, la solidarité, le renforcement des liens entre les communautés, le renforcement du pouvoir économique, la compétence en gestion économique.

D'autres points comme la reconnaissance des membres des CDS par les acteurs économiques, la pacification dans les communautés, l'équité sociale, l'intégration aux instances de décision et l'adhésion des politiques à la stratégie ont constitué des points de satisfaction.

La contribution aux processus transformateurs dans le cadre du programme pays a enregistré des points non moins importants particulièrement, la bonne dynamique organisationnelle, l'accompagnement technique et financier du partenaire, le système de communica-

tion amélioré, la valorisation des compétences locales.

S'agissant de la suite à donner au processus d'accompagnement organisationnel et institutionnel, une large discussion s'est ouverte sur les actions que le RENOLSE (Réseau National des Organisations de Lutte contre la soudure et l'Endettement), en tant qu'organisation faitière, devrait porter. Lesquelles actions portent sur l'identification de potentiels partenaires, le développement des partenariats avec les institutions publiques et le travail sur les appels à projets. Ses forces et faiblesses ainsi que celles du RENCAS (Réseau National des Calebasses de Solidarité) ont été respectivement décelées. Le premier a une capacité de mobilisation, malheureusement, une faible présence sur le terrain a été soulignée. Le RENOLSE a besoin également d'assistance pour le fundraising. Quant au RENCAS, ses membres ont une capacité de mobilisation. L'émergence des leaders est

aussi un point positif, sans compter la formalisation juridique du réseau. Comme le RENOLSE, une faible participation des hommes a été observée, une absence de plan stratégique et un faible taux d'exécution du PTA (plan de travail Annuel). Sur la manifestation et l'évolution de la soudure et de l'endettement, chaque zone agroécologique a identifié la période où ce phénomène est observé. Pour bon nombre d'entre eux, la situation s'est améliorée grâce à l'intervention des calebasses. Les victimes assurent au minimum les deux repas quotidiens. Quant à l'endettement, il évolue d'une zone à une autre. Par ailleurs, les participants ont élaboré un classement des stratégies suivant leur pertinence. La calebasse de solidarité arrive en premier. A la suite, ils ont proposé d'autres stratégies pertinentes autres que celles du programme, à savoir les droits humains, les violences basées sur le genre, les changements climatiques, etc.



Photo de famille des participant-e-s à la rencontre des partenaires

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

MICROFINANCE ET ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Victorine Ndèye magnifie le réseau des Calebasses de solidarité



La présidente du RENCAS (à gauche) accueille madame le ministre Victorine NDEYE, ministre de la Microfinance et de l'Économie Sociale et solidaire

Madame Victorine Ndèye, ministre de la microfinance et de l'économie sociale et solidaire a déroulé un vaste programme axé sur une journée des initiatives de l'économie sociale et solidaire, une visite du site de Sine Aviculture, de la Mec quai de pêche de Mbour et l'inauguration de la Mec Proparc de Kayar. Au cours de la cérémonie d'ouverture de la journée des initiatives de l'économie sociale et solidaire, Victorine a déclaré qu'il est normal de célébrer cette façon d'entreprendre à travers les calebasses et ses réseaux dont l'approche peut être considérer comme une initiative majeure du sous-secteur. Cela, à travers, selon elle, des effets et des impacts sociaux obtenus grâce à l'inclusion.

Le ministre a rappelé que le dispositif qui encadre le secteur de l'économie sociale et solidaire permettra aux acteurs de jouir pleinement d'un environnement favorable à l'émergence. Pour elle, c'est tout le

sens de la vision du Président de la République Macky Sall d'inscrire l'économie sociale et solidaire dans ses priorités pour un développement social et inclusif des populations et de leurs terroirs

Par ailleurs, cette journée a permis au ministre de la microfinance de discuter, d'échanger et de réfléchir avec les acteurs sur la mutualisation des expériences et bonnes pratiques afin d'inscrire les outils des calebasses de solidarité qui, rien que nom, témoigne de la dimension sociale qu'elle regorge comme levier de promotion du secteur de l'économie sociale et solidaire mais aussi d'inclusion économique, sociale et financière. Victorine a précisé qu'au regard des expériences partagées et du leadership induit auprès des femmes l'approche Calebasse de solidarité a fait ses preuves.

C'est pourquoi, dit-elle, il faut promouvoir de tels outils pour l'essor du secteur. Elle a relevé le rôle éminent de ces cale-

basses dans l'inclusion financière des couches défavorisées mais aussi tout l'engouement qu'elles suscitent à l'endroit des femmes particulièrement et toute la manne financière qu'elles engrangent. Il est aujourd'hui admis que l'inclusion financière des femmes constitue un enjeu de développement économique et social confortant ainsi l'exigence de lever toutes les contraintes obstruant l'accès et l'usage de services financiers de base.

Sous ce rapport, à ses yeux, il paraît urgent, en vue des perspectives, réglementaires du secteur de la microfinance de s'y arrêter avec un regard prospectif afin de lever toutes les contraintes et mieux accompagner ces initiatives pour en faire des modèles éprouvés et efficaces pour accélérer l'inclusion financière des femmes et le tirer vers l'autonomisation.

Source :

Le Soleil du Jeudi 9 Février 2023

www.lesoleil.sn

CÉRÉMONIE DE REMISES D

Le RENCAS salue le partenariat et s'engage à accompagner

Les responsables du RENCAS se réjouissent de réceptionner début mars à Médina Wandifa le matériel Solidaire. A cette occasion, les femmes saluent le partenariat fécond et se sont engagées à accompagner l



Mme le ministre en compagnie du maire de la commune de Médina Wandifa et des autorités administratives remet les clés des deux voitures et les bascules à la présidente du RENCAS

Pour permettre au réseau RENCAS de pouvoir dérouler ses opérations d'achat groupés, le Ministère de la Microfinance et de l'Economie Sociale et Solidaire a offert quinze bascules et deux véhicules, d'une valeur de 50 millions à travers le FAISE (Fonds d'appui à l'investissement des Sénégalais de l'Extérieur).

La cérémonie de remise de matériels a été présidée par Mme le ministre Mme Victorine Ndèye en compagne

de madame Angélique Manga. Laquelle n'était pas en terrain inconnu puisqu'ayant eu, dans le passé, à diriger ce dit département ministériel. Pour Mme le ministre de la Microfinance et de l'Economie Sociale et Solidaire, Mme Victorine NDEYE, il est heureux que la journée sur les initiatives d'Economie Sociale et Solidaire ait pu être un excellent prétexte pour accompagner le RENCAS. En effet, c'est en début mars qu'à Médina Wandifa, le Réseau fé-

déral Kambène Kaffo de l'Association pour la Lutte contre la Soudure et l'Endettement (ALSE), organisation partenaire d'Action de Carême Suisse, a été choisie pour organiser cette cérémonie. Dès les premières heures de la matinée, les membres du réseau fédéral avaient déjà pris place sur les chaises bien dressées en la circonstance. Même les membres des réseaux de Calebasses des zones les plus reculées de la localité ont tenu à prendre part à cette activité.

DE MATÉRIELS

er le ministère de la MMESS

offert par le Ministère de la microfinance et de l'Economie Sociale et le ministère dans ses actions partout où besoin se fera sentir.



Leurs collègues de Ziguinchor également ont effectué le déplacement. L'ambiance était à son paroxysme et bon enfant. Le réseau Kambène Kafo a réussi le pari de la mobilisation.

Autorités locales, administratives, chefs religieux et coutumiers ont pris part à cette cérémonie. Le maire de commune Malang Seyni Faty ne cache pas sa satisfaction. *“Cette capacité de mobilisation de ce réseau fédéral montre combien les femmes sont engagées à œuvrer à leur au-*

tonomisation. Ainsi, il a salué l'initiative des femmes qui ont fait leur preuve dans l'action paysanne ainsi que dans leurs actions respectives. Ce qui leur a valu aujourd'hui ces résultats. J'ai présidé pendant 15 ans aux destinées de la commune de Wandifa, mais je n'ai jamais assisté à une réception de matériels de cette envergure pour accompagner les femmes”, a témoigné le maire. A l'endroit du ministre, l'édile de la commune de Médina Wandifa magnifie “les actions du ministre qui comprend et exécute à merveille les instructions du Chef de l'Etat”.

La présidente du réseau fédéral des calebasses de solidarité Kambène Kaffo d'ALSE s'est réjouie que cette journée soit tenue dans sa localité qui est un symbole dans l'approche de la lutte contre la soudure et l'endettement. En effet, explique Awa Touré, c'est à Alse, plus précisément à Inor que tout a démarré en 2005. *“Aujourd'hui, c'est un honneur de réceptionner ce joyau au nom du RENCAS”, s'en félicite-t-elle.*

La présidente du RENCAS abonde dans le même sens. Mme Coumba Diallo est revenue sur le dynamisme des calebasses qui ont fait du chemin pour arriver à ces résultats. Mme Coumba Diallo de témoigner, c'est ici à Médina Wandifa, où tout a démarré en 2005 avec un Apport Volontaire Anonyme (AVA)

de moins de 500 F cfa collecté. Les circonstances me semblent très favorables pour nous, devant ce parterre de hautes autorités de revenir sur les résultats. Selon la présidente, le RENCAS, malgré son jeune âge, a du potentiel. Il est composé de 15 réseaux fédéraux, 272 réseaux de proximité, 58 réseaux communaux. *“C'est un réseau qui se densifie de jour en jour. C'est le lieu de rendre un hommage à l'ensemble de nos membres dont le nombre tourne aujourd'hui à plus de 66.000 bénéficiaires dont 93% de femmes. Les calebasses sont au nombre 2.000 et les montants mobilisés sont passés de 520 millions de F cfa à plus de 660 millions, soit une augmentation de 25%”, a indiqué Mme Coumba Diallo.*

De son côté, l'assistante de la coordination nationale, Mme Ndiaye Ndèye Ndébane Wade a magnifié à sa juste valeur la présence des deux ministres qui atteste du respect du sacro-principe de la continuité de l'Etat. Auparavant, Mme Ndiaye est revenue sur le programme Pays Sénégal axé sur la promotion de l'autonomisation solidaire pour l'accès à une alimentation sécurisée, le genre, la santé, l'éducation et la justice climatique. Revenant sur le RENCAS, elle soutient que le réseau a abattu un travail de titan. *“Nous osons espérer madame le ministre, que le partenariat entre votre département et le RENCAS sera davantage fructueux au bénéfice exclusif des populations. La coordination nationale d'Action de carême comme le RENCAS s'engagent à vous accompagner dans vos actions jusque dans les zones les plus reculées”, s'engage-t-elle.*

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

LES TWEETS DE MADAME LE MINISTRE



Victorine Ndeye officiel · 08/02/2023 ...

En marge du CMD à Thiès, j'ai présidé la rencontre avec le Réseau national des #calebasses de solidarité.

Une occasion pour nous d'accompagner la structuration de chaînes de valeurs en orientant les femmes et les jeunes vers des activités à forte valeur ajoutée.



Victorine Ndeye officiel · 08/02/2023 ...

À ce propos, nous avons accordé une subvention de 50 millions au Réseau en plus de la mise en place d'une ligne de financement de 100 millions de la @PlasepriPasped, dont 25% seront entièrement dédiés aux jeunes.



Victorine Ndeye officiel · 02/03/2023 ...

Le RENCAS à travers les Calebasses de Solidarité promeut l'Économie sociale et solidaire; un modèle centré sur l'humain, qui favorise l'inclusion socio-économique à travers les Calebasses implantés dans 11 régions du #Sénégal et regroupant près de 60 000 membres.



Victorine Ndeye officiel · 02/03/2023 ...

Il nous faut promouvoir et encourager ce modèle, celui de l'Économie de la poignée de main. À travers cet appui, nous nous inscrivons dans la directive de Son Excellence, le Président Macky SALL, nous invitant à être plus proche et à l'écoute des populations.



Victorine Ndeye officiel · 02/03/2023 ...

C'est en compagnie de ma sœur, le Ministre @AminataManga que j'ai procédé ce matin à la remise d'un lot d'équipements et de matériel au Réseau National des Calebasses de Solidarité - RENCAS matérialisant ainsi l'engagement pris lors du Conseil des Ministres décentralisé de #Thiès



PORTAIT DE.....

...CLÉMENCE SAGNA

“La calebasse, c’est une croyance, un engagement volontaire mais surtout un instrument d’autonomisation des membres”

A Madina Wandifa (dans la région de Sédhiou), une femme assise sur sa vieille chaise roulante se fait remarquer. Elle, c’est Clémence Sagna, membre de la calebasse de solidarité Karambenor à Ziguinchor (Sud du Sénégal). Cette dame, membre du réseau Koussek, a affectué le déplacement en compagnie de ses sœurs pour être témoin à la cérémonie de remise de matériels qui à ses yeux, est l’aboutissement d’un travail de longue haleine.

Brave et engagée à emprunter plus de 100 km pour venir assister à la cérémonie de remise de matériel au RENCAS, il faut être Clémence Sagna pour le faire. En effet, cette dame, malgré sa mobilité réduite, a eu le courage d’accompagner ses sœurs du réseau Koussek pour assister à cet événement tenu début mars. Sur sa chaise roulante, au milieu de ses amies, elle harangue ses sœurs du réseau Koussek qui esquissent des pas de danse énergiques dans une chorégraphie dont elles détiennent le secret.

“Sans engagement, sans persévérance, on n’arrive jamais à atteindre ses objectifs. Quand vous êtes handicapées, on pense que votre vie est vouée à mendier. Je ne suis pas de ce lot”, lance Clémence avec beaucoup d’assurance. Assise sous la tente dressée pour les besoins de la cérémonie, Clémence donne de la voix pour reprendre les refrains des chansons. Sous sa tunique bleue assortie de quelques motifs en rouge et jaune, cette dame n’a rien à envier à ses camarades. Clémence a tenu à assister à cette journée qu’elle juge importante. Pour rien au monde, elle ne voulait le rater cette cérémonie où deux ministres originaires de sa ville natale viennent présider. “Je suis fière de voir aujourd’hui le réseau national acquérir du matériel roulant pour mieux effectuer ses missions. Ceci n’est que l’aboutissement d’un travail

de longue haleine à en croire les témoignages des intervenants”, soutient-elle. Souriante, l’air jovial, Clémence a la tête sur les épaules. Membre de la calebasse de solidarité Karambenor dans la commune de Ziguinchor, Clémence maîtrise le fonctionnement d’une calebasse. “J’ai intégré la calebasse pour son originalité, sa cohésion sociale, son inclusion sociale mais surtout l’équité. Je ne suis pas marginalisée et je bénéficie de tous services comme tous les membres”, témoigne-t-elle.

Membre simple, elle respecte les jours de rencontres des AVA (Apport Volontaire Anonymes) et participe activement aux activités de sa calebasse. Positive, Clémence l’est. Elle ne s’apitoie pas sur son sort. Loin de là, elle se déplace tous les matins pour aller effectuer son petit de commerce. Elle n’attend rien de personne. *“Je fais mon petit commerce avec les prêts que je sollicite à la calebasse. Adhérer à la calebasse est pour moi un engagement, une croyance, mais surtout un instrument d’autonomisation”, avance-t-elle.*

Ses prothèses de jambes et sa chaise roulante usées sous les poids de l’âge réduisent considérablement ses sorties. Mais elle n’en a cure. Clémence continue son bonhomme de chemin. Ce qui lui a valu un respect envers ses camarades comme en témoigne Khady Badji, la présidente du réseau



fédéral de Koussek. Selon elle, Clémence est plus engagée que certains membres plus aptes. Elle est présente aux activités et ses interventions sont pertinentes.

Clémence ne compte pas s’arrêter là, tant qu’elle le peut, elle va accompagner ses camarades. Pour l’heure, elle lance un appel aux bonnes volontés à lui accompagner à trouver du matériel roulant pour pouvoir se déplacer. Elle s’en ouvre aux organisations caritatives, aux ONG, aux ministères pour acquérir du matériel roulant pour faciliter ses déplacements et pérenniser son activité. Un appel qui probablement trouvera un écho favorable.

ÉCHOS DES PARTENAIRES

JOURNÉE DE MOBILISATION SOCIALE À SINDIA

Le réseau Fédéral "And Suqali" Petite Côte sollicite aux maires un siège pour dérouler leurs activités

PAR SIDY DIENG

La présidente du réseau fédéral "And Suqali" Petite Côte a sollicité les adjointes des 08 communes de Sindia l'affectation d'une parcelle pour abriter le siège du réseau. Mme la présidente a profité de la journée de mobilisation sociale sur l'autonomisation des communautés de base à travers l'économie Sociale, mi-mars à Sindia à l'occasion de la célébration de la journée de la femme.



Exposition des produits commercialisés par les femmes du réseau fédéral "And Sudali" Petite Côte

Les membres du réseau fédéral And Suqali Petite Côte se sont donnés rendez-vous à la commune de Sindia pour accompagner leur présidente afin de donner un cachet important à leur doléance. Ces femmes ont choisi le mois de mars pour porter leur plaidoyer et présenter aux différents adjointes des 08 communes d'intervention d'ACCES les résultats de leur réseau ainsi que les effets que les calebasses de solidarité ont apportés dans leur quotidien. "Nous vous remercions d'avoir répondu à notre invitation. C'est le lieu de vous présenter notre réseau And Suqali Petite Côte qui est un réseau fédéral qui regroupe près de 20 réseaux de proximité. Ces réseaux de proximité comptent 109

calebasses de solidarité. Aujourd'hui, les bénéficiaires sont au nombre de 3 278 dont 3.224 femmes et 54 hommes donc 98% de femmes. Le montant total mobilisé par ces personnes est de 67.239.850 F CFA. Aujourd'hui, le réseau fédéral est enregistré comme une société de coopérative de consommation des calebasses de solidarité", a indiqué Mme Rokhaya CISS.

La mission du réseau est de soutenir les efforts des membres en vue de la mise en place régulière des denrées alimentaires à temps, en qualité et en quantité suffisante, d'apporter tout autre service nécessaire à l'épanouissement et au développement des activités des membres. "Les femmes sont dans les marchés. Elles s'occupent de l'éducation

de leurs progénitures. Elles sont dans les champs et exercent des activités génératrices de revenus (transformation des jus, des produits halieutiques, la teinture, le bouillon naturel, etc.). Malheureusement, nous ne disposons pas d'endroit pour stocker et commercialiser nos produits, ni à faire nos achats groupés. C'est pourquoi, nous lançons un appel à nos maires pour l'acquisition d'une parcelle pour servir de siège au réseau fédéral. Vous êtes nos élus, soyez nos porteurs de plaidoyers auprès de vos communes respectives", a plaidé la présidente Rokhaya CISS sous les applaudissements nourris des femmes.

Le président d'ACCES abonde dans le même sens. "J'apporte mon soutien

ÉCHOS DES PARTENAIRES

aux femmes. Aujourd'hui l'Etat du Sénégal, à travers le Ministère de la Microfinance et de l'Economie Sociale et Solidaire, a accepté d'accompagner le Réseau national ainsi que les réseaux fédéraux pour la construction des hangars pour effectuer leur opérations d'achat groupés. Certains réseaux ont déjà acquis leur parcelle à usage de siège. Nous ne voulons pas être en reste et nous profitons de cette journée pour vous faire part de notre "demande", a expliqué M. Samba Ba. Par ailleurs, le président d'ACCES a salué la forte mobilisation des femmes. Lesquelles femmes croient à la calebasse de solidarité. M. Samba Ba a par la même occasion rendu un hommage aux maires de la zone d'intervention de son

organisation qui ont accepté de participer à cette journée qui est une occasion de présenter la calebasse.

Réseau fédéral enregistré en société de coopérative de consommation des CDS

A ce sujet, Mme Faguèye Ndiaye a montré au public particulièrement aux mairesses comment la calebasse de solidarité est devenue un outil utile. Elle a relaté les activités qui gravitent autour de la calebasse, les mécanismes de financement et d'autodéfense, les AVA (Apports volontaires Anonymes), les prêts solidaires, sans oublier les réseaux. "Les calebasses de solidarité se sont regroupées en réseaux de proximité, puis en réseaux communaux et en fin le réseau fédéral. L'ensemble des réseaux fédéraux ont donné le REN-CAS (réseau national des calebasses de solidarité). Chaque réseau fédéral est aujourd'hui enregistré sous le nom de société coopérative de consommation des calebasses de solidarité", a relaté Mme Ndiaye, animatrice à ADK (Association pour le développement de Keury Kao), partenaire d'Action de Carême Suisse.

De leur côté, les différentes adjointes ont tour à tour salué cette journée qui marque une parfaite collaboration entre les communes et ACCES. Revenant sur l'approche calebasse de solidarité, elles ont été séduites par la présentation de cette stratégie d'autopromotion et de lutte contre l'endettement et la soudure. La conseillère de la commune de Yenne qui assiste pour la première fois à cet événement est séduite de la capacité d'organisation des calebasses de solidarité. "Je transmettrai le message au maire, aux conseillers car ce que vous faites mérite d'être porté partout où besoin se fait sentir. Vous avez mon soutien sans faille", a promis Mme Am-satou Ciss tout en exhortant à l'équipe d'ACCES d'installer plus de calebasses dans la commune de Yenne.

Quant à Yacine Diome, de la mairie de Sindia qui a abrité cette journée, elle a magnifié l'exposé sur la calebasse qui a permis aux représentantes des différentes maires de mieux comprendre son objectif ainsi que les critères. Lesquels critères sont acceptés par la population, mais également la religion. "Le fait d'assister ce genre de rencontre permet de transmettre les demandes sollicitées. Le programme doit être soutenu par tous les maires, car vous accomplissez un travail qui nous revient. Vous avez tout fait à notre place. Par conséquent, nous sommes prêts à vous accompagner", a promis Mme Diome qui prend l'engagement de transmettre cette demande au maire de la commune Thierno Diagne qui est sensible à la cause des femmes. A l'endroit du personnel d'ACCES, Mme Diome a salué le management de M. Samba Ba et interpelle son équipe à prendre la relève de ce joyau pour un développement durable dans le département de Mbour.

Naturelle et biologique

Magazine bimestriel d'informations
Agroécologiques et biologiques

FÉVRIER/AVRIL 2023

Rédacteur en chef

Ababacar GUEYE

Comité de rédaction

Ndèye Ndébane WADE NDIAYE, Ababacar GUEYE, Djibril THIAM, Mariama SYLLA FAYE, Papa Demba NDIAYE, Aliou BALDÉ, Moussa SALL, Fatou GUEYE SECK, Sidy DIENG, Abou LY, Mahanta Fall (illustration)

ADRESSE :

AgriBio Services, Quartier Parcelles Assainies

Unité 4, Thiès Sénégal

Tél : 33 929 26 07

BP : 781 -THIES-(SENEGAL)

Email: agribioservices@gmail.com

Site Web: www.agribioservices.org

www.https://calebasses-de-solidarite.sn

www.https://crabes.org

*Le magazine Nat-Bi est réalisé par le CRABES
(Centre de Ressources en Agriculture Biologique
et Economie Sociale et Solidaire)*

www.crabes.org

ÉCHOS DES PARTENAIRES

ACHATS GROUPÉS DU RÉSEAU FÉDÉRAL DE COCOGEP

49 sacs de sucre distribués au 1.615 membres

PAR SIDY DIENG

En cette veille du mois béni de Ramadan au Sénégal, les denrées de première nécessité flambent au grand dam des chefs de familles qui ne savent pas à quel saint se vouer. Pour parer ses bénéficiaires à la spéculation de ces denrées de grande consommation comme le riz, le sucre, l'huile, le café, entre autres, le réseau fédéral des caisses de solidarité du Cocogep a organisé à Sokone, dans la région de Fatick, une journée d'achats groupés au profit de ses membres.

Le réseau fédéral des caisses de solidarité du Comité de Coordination et de Gestion du Partenariat (COCOGE) a alors débloqué la somme de 1.500.000 F cfa pour effectuer cette opération d'achats groupés. Ainsi 49 sacs de sucre à raison de 31.000 F cfa le sac ont été achetés et distribués aux 1.615 membres. Chaque membre a reçu près de deux kilogrammes de sucre moyennant 1.000 F cfa, contre 1.500 F cfa vendus dans les boutiques. Cette opération a permis au réseau d'avoir des bénéfices de plus de 100.000 F cfa. Mieux, elle a permis aux membres de ne pas subir le dictat des commerçants spéculateurs.



MÉDINA SABAKH

Des conseillers municipaux sensibilisés sur l'approche caisse de solidarité

La fédération des jeunes pour l'action sociale (FEJAC), en collaboration avec la municipalité de Médina Sabakh, a organisé, ce 15 mars 2023, un atelier de partage et de restitution sur l'approche caisse de solidarité et ses effets chez ses membres. "Cet atelier vise à sensibiliser les conseillers municipaux sur l'approche de la caisse de solidarité et ses effets dans les familles. C'est également une occasion de les imprégner sur les actions de développement que la FEJAC est en train de réaliser dans la commune de médina Sabakh", a expliqué son coordonnateur M. Moussa SALL qui a exprimé sa gratitude à l'équipe municipale de Médina Sabakh qui a facilité la réussite de cette activité.

Cette journée a vu la participation de plusieurs acteurs de développement mais aussi une forte présence des membres des caisses pour rehausser cette journée. La FEJAC a profité de cet événement pour aussi partager les résultats du Monitoring 2022 sur les caisses aux autorités. En effet chaque année, la coordination nationale d'Action de Carême Suisse, notre partenaire stratégique, effectue un monitoring sur les caisses. Cette enquête constitue une occasion de mettre à jour les données des organisations partenaires directs comme indirects. Ces informations touchent plusieurs aspects. Pour le cas de la FEJAC, il est ressorti qu'en si peu d'existence, "les caisses installées sont aujourd'hui

au nombre de 70 caisses. Les membres sont au nombre de 1795 dont 1785 femmes et 10 hommes. Le montant total des AVA s'élève à près de 9 millions de F CFA", a indiqué M. SALL. Selon M. Sall, ces résultats méritent d'être présentés aux autorités parce que ces actions entrent en droite ligne avec leur politique d'accompagnement à la population. C'est également une occasion de faire le plaidoyer afin que les autorités puissent prendre en compte les caisses dans leur projet de budget. A l'issue des échanges, les autorités ont apprécié la démarche de la FEJAC. Elles se sont engagées à mieux collaborer avec la FEJAC sur les questions de développement de la commune.

A.G/M. SALL

ÉCHOS DES PARTENAIRES

RECODEF : Journée de sensibilisation sur la calebasse de solidarité Une stratégie pour mettre fin à la soudure et à l'endettement des familles



Quelques produits que le réseau a distribué à ses membres

La lutte contre la soudure et l'endettement constitue l'un des programmes phare du Regroupement communautaire pour l'auto développement des familles (RECODEF), en partenariat avec l'Ong Suisse Carême suisse qui intervient dans 12 communes des régions de Thiès, Diourbel et Fatick.

Une journée de mobilisation sociale par rapport aux aspects de la calebasse de solidarité et au point de la religion s'est tenue hier, vendredi 30 mars à Ndiindy. « Il y a des résultats probants qui ont été enregistrés car la calebasse de développement est présente dans 12 communes réparties dans 3 régions du Sénégal. Il y a 450 groupes avec la mobilisation d'une épargne évaluée à 118 millions de

F CFA. Cet argent permet de régler des problèmes de santé, les problèmes d'éducation, de nourritures mais financer même des activités économiques au niveau des membres mais aussi lutter contre l'endettement à travers l'organisation d'achat groupe », a expliqué le coordonnateur du RECODEF, Sarah Diouf. Et d'ajouter : « La gestion environnementale est également une autre préoccupation du RECODEF. Nous avons mis en place un programme sur les changements climatiques. Il s'agit de tout ce qui touche l'agro écologie et il y a également le renforcement des capacités en matière d'agro écologie mais aussi tout l'accompagnement nécessaire pour accéder aux financements et aux matériels agricoles ».

L'adjoint au maire de la commune de Ndiindy, Abdoulaye Sarr a salué l'intervention du RECODEF dans la commune qui remonte depuis plus d'une décennie, surtout dans la construction de « daaras » modernes au niveau de la localité de Merina Syll. Cette structure, dit-il, est un « partenaire de notre commune qui intervient dans la solidarité et dans l'environnement ». La responsable de la calebasse de Ndiindy, Bousso Fall, organisatrice de cette journée indique que la calebasse de solidarité leur a enlevé une épine du pied. Selon elle, les difficultés que rencontraient les femmes, sont maintenant surtout dans le commerce sont dépassées.

Adama Ndiaye

www.sudquotidien.sn

visité le lundi 03 avril 2023

ÉCHOS DES PARTENAIRES

ACHATS GROUPÉS DU RÉSEAU FÉDÉRAL KAMBENE KAFO (ALSE) Le RENCAS finance deux millions de F CFA au réseau



Quelques produits que le réseau a distribué à ses membres

Pour mener des activités dans leur réseau, celui de Kambène Kafo avait reçu un prêt du RENCAS (Réseau national des Calebasses de Solidarité) d'une valeur de deux millions de F CFA pour effectuer des opérations d'achats groupés.

Ce montant remboursable dans trois mois vise à aider les réseaux de calebasses de proximité et les calebasses afin de mener des activités génératrices de revenus comme les Mécanismes d'Autofinancement (MAF) collectifs ou individuels.

Après concertation avec les membres du réseau fédéral, il a été décidé d'acheter des produits déjà identifiés par les calebasses. Ainsi le réseau a acheté dix sacs de détergent, cinq sacs de 50 kg de sucre,

10 bouteilles de 5 litres, 20 paquets de savon de 250 grammes et quatre sacs d'oignon pour un montant total de 500.000 F cfa. Des crédits individuels sans intérêt d'un montant total de 800.000 F CFA ont été octroyés à certains membres. 15 Calebasses de solidarité ont bénéficié des achats groupés et 08 membres de crédits individuels. Ces prêts ont généré un bénéfice de 75.000 F cfa sur les achats groupés. "Je félicite le RENCAS d'avoir octroyé ce crédit au Réseau fédéral. J'encourage les membres qui ont bénéficié de ce fond de continuer à mener des activités de MAF sans attendre l'aide venant de l'extérieur. Nous devons être plus ingénieuse. Je remercie l'accompagnement de l'équipe tech-

nique d'ALSE (Association pour la Lutte contre la soudure et l'Endettement) dans le suivi", a confié Mme Awa Touré.

Malgré la réussite de cette première opération, des difficultés ont été notées. L'échéance de remboursement du fond ou moratoire est jugée trop juste. A cet effet, le réseau fédéral souhaiterait que les délais de remboursement passent de trois à six mois ou plus.

Afin de permettre aux autres membres de calebasses de solidarité d'en bénéficier, la présidente du réseau suggère que le montant alloué au réseau soit revu à la hausse pour pouvoir toucher plus de bénéficiaires.

Aliou Baldé

FORUM SUR LA GESTION DE L'EAU

Partager les résultats pour amener les politiques à soutenir les innovations locales

PAR ABABACAR GUEYE

Les innovations des paysan-nes Burkiné et Sénégalais ont été partagées lors du forum sur la gestion de l'eau organisé en fin janvier à Thiès par le Projet ProliGea-Fasa Sénégal. Cette tribune a été une occasion de montrer aux différents acteurs les résultats en matière de gestion de l'eau agricole dans leurs parcelles respectives.



Dr Hamady Sigué (au centre) en compagnie de la chargée de programme ProliGea-fasa Sénégal Mme Oumy Ndiaye et du coordonnateur du projet ProliGea-Fasa au Burkina Faso M. Ouédraogo W. Augustin

Ils sont plus d'une cinquantaine de personnes (chercheurs, universitaires, services décentralisés de l'Etat ; ONGs, structures de développement, le Centre Forêt, entre autres) à prendre part à ce forum sur la gestion de l'eau agricole présidé par le directeur du Centre Forêt de Thiès, le Colonel Dr. El hadj Maodo Ba.

Objectif, discuter sur le rôle des acteurs dans le processus d'innovation locale en gestion de l'eau et d'apporter des solutions durables pour une maîtrise parfaite de l'eau agricole.

Du côté du Burkina, le projet a eu des effets positifs chez les paysans producteurs. *“Le projet a atteint des résultats très satisfaisants, parce que c'est un projet qui a pu permettre le renforcement de capacités des producteurs en matière de recherches d'innovations. C'est un projet qui a permis la mise en œuvre des expérimentations conjointes. Ce sont des recherches menées par des paysans mais qui sont appuyées par des services techniques décentralisés de l'Etat et les instituts de recherche. Ces expérimentations conjointes ont*

permis d'améliorer les innovations que les paysans disposaient. C'est également un cadre pour les paysans de pouvoir s'exprimer à travers les foires de l'innovation que l'on a pu organiser à Ouagadougou dont les paysans du Sénégal avaient pris part”, a expliqué le coordonnateur du projet ProliGea-Fasa au Burkina Faso. Selon Ouédraogo W. Augustin, ces résultats constituent un moyen de plaider afin que les politiques puissent prendre en compte cette dynamique d'innovations locales et les soutenir pour une résilience durable.

Son compatriote, le chercheur Dr Hamady Sigué du Centre national de recherche technologique revient sur l'importance de l'eau dans un contexte de raréfaction et de changement climatique. Selon Dr Sigué, la plante a besoin aussi bien des nutriments mais encore plus de l'eau. *“La péjoration climatique a prévalu que les producteurs puissent entreprendre des stratégies de gestions de l'eau à la parcelle d'où le projet ProliGeaFasa est venu les accompagner et mettre en œuvre tout une démarche, tout un mécanisme qui aujourd'hui a donné des résultats probants”,* soutient-il avant de

PROLIGEA-FASA

revenir sur les paquets technologiques que les paysans innovateurs ont développés. *“Je prends l'exemple des Zai qui sont des trous que l'on aménage avant les semis et que l'on y apporte de la matière organique. Lors de la saison des pluies, l'eau est collectée au niveau des poquets. C'est là que la plante se développe. Toutes les innovations développées dans ce projet permettent d'utiliser l'eau de pluie qui n'est pas suffisante et qu'il faut gérer de manière à rendre plus efficace la production et le développement de la croissance des plantes”*, relate Dr Sigué.

Côté Sénégal, la chargée de programme est revenue sur les innovations qui ont été développées dans les zones de Dagana et Podor au nord du pays. Mme Oumy Ndiaye a présenté tout le processus d'identification des innovations à la sélection jusqu'à l'accompagnement à travers l'expérimentation conjointe. *“De plus de 50 innovations au début, nous avons procédé à la sélection selon leur pertinence et leur valeur ajoutée et de reproductivité. Au finish, nous avons continué la collaboration avec 25 innovateurs qui ont eu à participer à la foire de l'innovation au Burkina”*, a confié Mme Ndiaye. Toujours au cours de l'exécution de ce projet, les innovateurs ont reçu

des appuis pour mieux développer leur activité.

Des résultats que les participants ont apprécié à sa juste valeur. Pour bon nombre d'entre eux, ces expériences méritent d'être partagés avec le grand public. Le représentant de la DRDR de Thiès (Direction régionale du Développement Rural) relate l'importance de ce projet. Il a tiré la sonnette d'alarme sur la situation qui prévaut dans la zone des Niayes qui *“d'ici les années 2050, il n'y aura plus d'activités agricoles du fait de la forte pression immobilière”*. Par conséquent, soutient-il, des projets de ce genre mérite d'être porté à la connaissance du public. D'autres se sont souciés sur la stratégie à mettre en œuvre pour la diffusion des innovations et la documentation. Pour l'heure, celle-ci n'a pas encore d'articles scientifiques, par contre pour la documentation, les sites internet sont pleins d'informations. Des séries de reportages (visuels comme écrits) ont été réalisés. A ce propos, le coordonnateur de ProliGea-Fasa Sénégal rassure les participants. *“Les innovations sont libres d'accès et un catalogue sur les innovations est en train d'être produit pour les deux pays”*, rapporte-t-il. Revenant sur le plaidoyer, le partage des connais-

sances et la mise en échelle des innovations. Comme stratégie, M. Djibril Thiam a suggéré l'implication des chercheurs ou professeurs pour porter ce plaidoyer au niveau des universités. *“Les curricula des universités et des écoles de formation peuvent être des canaux de vulgarisation. Cependant, le défi est comment arrimer les innovations au niveau des universités, des instituts et écoles de formation”*, a-t-il lancé. Le représentant de l'université de Thiès aborde dans le même sens. Son établissement forme des étudiants sur ces approches. *“Il serait judicieux de partager ces résultats avec les étudiants”*, recommande-t-il. A ce propos, le coordonnateur national dit *“être ouvert à une collaboration”*. *“Le ProliGea-Fasa prend l'engagement de recevoir des étudiants pour des visites de terrain, mais également de les accueillir comme stagiaires. L'autre stratégie mise en place c'est la collaboration avec l'ANCAR (Agence nationale de Conseil agricole et rural) pour améliorer l'expérimentation conjointe”*, a-t-il-ajouté avant d'annoncer que la 2ème phase qui démarre à partir de mars 2023 jusqu'à décembre 2025, s'articule autour de trois points : la mise en échelle, la diffusion des innovations et le dialogue politique.

Visitez nos sites web

<https://calebasses-de-solidarite.sn>

<https://crabes.org>

<https://agribioservices.org>

Votre chaine youtube : AgriBio Services TV

INSÉCURITÉ HYDRIQUE

L'Afrique, la région la plus touchée

Selon une étude, basée sur un échantillon représentatif de 45.555 personnes, l'Afrique subsaharienne est la région la plus touchée par l'insécurité hydrique à l'échelle mondiale devant l'Afrique du Nord, l'Amérique latine et l'Asie.

C'est du moins ce qui ressort du rapport publié le 10 novembre par des chercheurs américains dans la revue scientifique *The Lancet Planetary Health*. Lequel rapport est intitulé « Estimating national, demographic, and socioeconomic disparities in water insecurity experiences in low-income and middle-income countries. Il se base sur une grande enquête menée en 2020 et 2021 auprès d'un échantillon représentatif de 45.555 personnes âgées de plus de 15 ans dans 31 pays à revenu faible et intermédiaire dans quatre régions du monde : l'Afrique subsaharienne (21 pays), l'Afrique du Nord (4 pays), l'Amérique Latine (3 pays) et l'Asie (3 pays).

Dans chacun de ces pays, au moins 1.000 personnes vivant dans les villes, à la périphérie des agglomérations urbaines et dans les campagnes ont été appelées à présenter leurs expériences individuelles d'insécurité hydrique (*Individual Water Insecurity Experiences / IWISE*) durant douze mois. Ces personnes appartenant aux diverses catégories socio-économiques ont répondu à 12 questions qui évaluent les possibilités d'accès à l'eau, dont la fréquence à laquelle les sondés s'inquiétaient de ne pas avoir assez d'eau, la fréquence à laquelle ils ne pouvaient pas se laver les mains ou encore la fréquence à laquelle ils devaient changer leurs

habitudes alimentaires à cause du manque d'eau.

Réalisée avec le concours de l'Institut de sondage américain Gallup et sous la supervision de l'anthropologue Sera Young de l'Institute for Policy Research, l'enquête révèle que l'Afrique subsaharienne affiche le taux moyen le plus élevé d'insécurité hydrique. Dans cette région, 36,1% des personnes interrogées déclarent avoir fait face de manière récurrente au manque d'eau durant les douze mois ayant précédé l'enquête.

Fortes disparités entre les pays au sein d'une même région

En Afrique subsaharienne, la prévalence de l'insécurité hydrique est particulièrement élevée au Cameroun (63,9%), en Zambie (48,1%), au Kenya (46,6%) et en Ethiopie (45%). L'Île Maurice et les pays d'Afrique de l'Ouest comme la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Mali affichent cependant des taux largement inférieurs à la moyenne régionale (moins de 23%).

Avec un taux moyen de 24,8%, l'Afrique du Nord est la deuxième région où la prévalence de l'insécurité hydrique est la plus élevée. Dans cette région, des disparités existent également entre les pays : 28,9% en Algérie et 27,2% en Egypte contre 14% seulement au Maroc.

En Amérique latine, le taux moyen d'insécurité hydrique s'élève à 17,7% alors qu'il n'est que de 9,1%

en Asie.

A l'échelle de l'ensemble des 31 pays à revenu faible et intermédiaire étudiés, le taux moyen des personnes qui n'ont pas un accès régulier à l'eau s'élève à 14,2%, soit à peu près 436 millions de personnes sur une population globale de 3,06 milliards d'âmes.

Le rapport souligne d'autre part que les hommes sont généralement légèrement plus exposés à l'insécurité hydrique que les femmes en Afrique subsaharienne (36,9% contre 35,2%).

En Afrique du Nord, ce sont en revanche les femmes qui souffrent plus que les hommes du manque d'accès à l'eau (28,1% contre 21,7%). En Asie et en Amérique latine, les femmes sont également plus exposées que les hommes à l'insécurité hydrique.

De façon générale, les personnes à faible revenu et celles résidant à la périphérie des villes ou dans les campagnes sont plus touchées par le manque d'eau que les citadins et les personnes appartenant aux classes sociales supérieures. Dans quinze pays d'Afrique subsaharienne, les ménages urbains à haut revenu étaient trois fois plus susceptibles d'avoir accès à de sources d'eau salubres que les ménages urbains à faible revenu.

agencecofin.com

repris par <https://actuprime.com>

CÉRÉMONIE DE REMISE DE MATÉRIELS

